

La mondialisation frappe relativement fort la classe moyenne, sauf en Suisse

Dans de nombreux pays industrialisés, la mondialisation n'a pas profité à la classe moyenne. Cela tient notamment au fait que les revenus réels ont stagné au cours des vingt dernières années. En Suisse, par contre, les bas et moyens revenus ne sont guère touchés, grâce à la force du franc et à un système éducatif perméable. *Daniel Kalt*

Abrégé Dans les économies développées, de larges couches de la population se considèrent depuis quelques années comme des perdants relatifs de la mondialisation. Plusieurs études montrent que, dans de nombreux pays industrialisés, les revenus de la classe moyenne n'ont quasiment plus augmenté en termes réels depuis deux décennies. Le mécontentement qui en découle se manifeste à travers le succès croissant des forces politiques favorables à une politique économique protectionniste et axée sur la fermeture des marchés intérieurs. Ce serait une menace pour la prospérité mondiale. En Suisse, aucune stagnation ne s'observe parmi les catégories de population moyennement ou faiblement rémunérées. Comparée au revenu global après redistribution, leur quote-part a augmenté depuis les années nonante. Les principales raisons de cette évolution salariale relativement égalitaire sont le franc fort et le système de formation dual.

Depuis quelque temps, le populisme isolationniste connaît un succès croissant au niveau mondial. Une grande partie de l'opinion publique en a pris conscience dès la mi-2016 avec le surprenant « Brexit » décidé par les Britanniques, sinon au plus tard lors de l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Dans de nombreux pays développés, il semble que la mondialisation se heurte à un refus de plus en plus large de toutes les couches de la société. La classe moyenne, en particulier, se sent menacée par les effets de la mondialisation et s'en croit plus ou moins victime.

L'une des causes de cette insécurité est la forte augmentation depuis trente ans de la mobilité du capital et du travail, qui a entraîné le déplacement des chaînes de valeur ajoutée et des emplois vers les pays émergents. En Europe, la pression migratoire croissante suscite en outre un malaise politique et des craintes dans la classe moyenne.

Autre explication à cette montée des populistes : les salaires. Plusieurs études attestent

qu'une grande partie des classes moyennes, surtout dans les pays industrialisés occidentaux, n'ont pratiquement pas vu leurs salaires réels augmenter ces vingt dernières années. Branko Milanovic, un économiste américain d'origine serbe, a calculé la distribution mondiale des revenus, en se basant sur quelque 120 études nationales. Il a montré de quelle manière les salaires réels se sont modifiés de 1988 à 2008 dans différentes catégories de revenus (voir *illustration 1*)¹.

Selon Milanovic, les catégories de population les plus pauvres du monde – le 5 % inférieur – n'ont pas pu augmenter leurs salaires moyens réels entre 1988 et 2008. À partir du percentile de 10 % jusqu'au 70^e, les salaires réels disponibles se sont accrus de 60 à 80 %. La majeure partie de ces revenus se trouvent dans les pays émergents, lesquels ont réussi ces vingt ou trente dernières années à passer de la pauvreté à la classe moyenne.

Les ménages allant du 75^e au 90^e percentile – représentatifs essentiellement de la classe moyenne dans les pays industrialisés – n'ont en revanche presque pas vu leurs revenus réels augmenter. Certains groupes de population à revenu moyen, aux États-Unis et en Europe occidentale, gagnent même encore moins en termes réels que la génération de leurs parents, comme en témoignent diverses études. Par contre, les quelque 5 % de personnes touchant les salaires les plus élevés et en particulier le « top 1 % » de la population mondiale ont pu accroître leurs revenus réels.

La classe moyenne suisse s'en tire plutôt bien

Contrairement à ce qui s'est passé aux États-Unis

¹ Milanovic (2012).

ou dans d'autres pays industrialisés européens, la classe moyenne suisse n'a pas décroché économiquement ces dernières années. Certes, la part de ses revenus avant impôts et redistribution étatique a légèrement diminué. Toutefois, si l'on inclut les revenus de transfert, telles que l'impôt et les prestations sociales, la part de la classe moyenne dans le revenu global a quelque peu augmenté. Dans les percentiles de revenus inférieurs, elle s'est même accrue sensiblement (voir *illustration 2*).

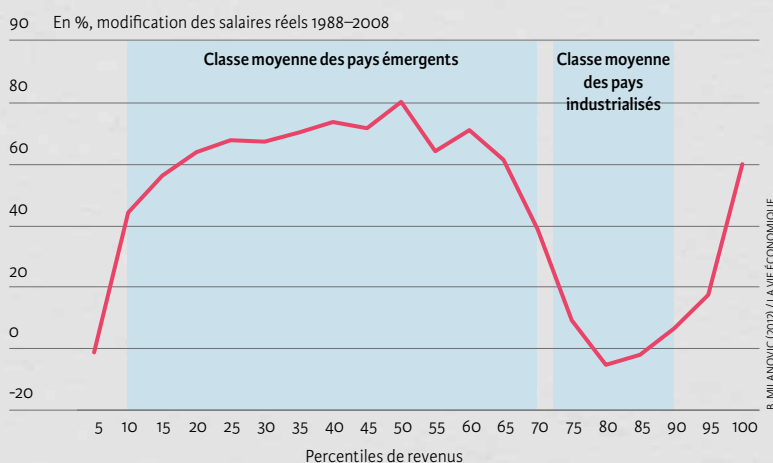
Hormis l'importance des revenus de transfert, il existe à nos yeux deux autres raisons essentielles à cette évolution relativement égalitaire des revenus en Suisse. Premièrement, la cherté du franc et la faiblesse de l'inflation (négative le plus souvent) qui en résulte ont engendré ces dernières années une hausse constante de la part du revenu professionnel dans le produit intérieur brut (PIB). Cela s'est fait au détriment des marges, qui ont reculé avec les taux de change. C'est ainsi que les bénéfices des entreprises occupent une place nettement plus faible dans le PIB depuis quelques années (voir *illustration 3*).

En outre, le produit des intérêts a sensiblement diminué en raison de la baisse massive des taux. Ainsi, ce sont principalement les entrepreneurs qui ont supporté le risque monétaire au cours des dernières années. La chute des marges est là pour en témoigner, alors que le chômage n'a presque pas augmenté. L'évolution en sens contraire des revenus professionnels et de ceux du capital a surtout profité aux faibles revenus. Elle a, par contre, frappé les catégories supérieures, dont le revenu est davantage alimenté par le rendement des capitaux.

Le sondage annuel de l'UBS sur les salaires montre également que la force du franc, contre toute attente, a limité l'inflation². Cela a contribué à la hausse des salaires réels, lesquels se sont plus fortement appréciés ces sept dernières années que durant les trois décennies écoulées.

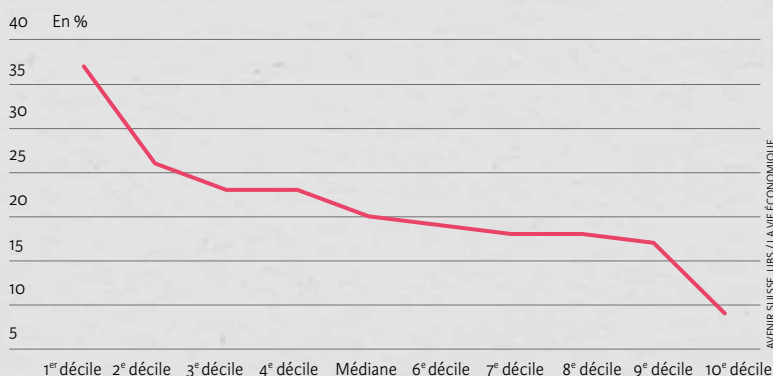
La deuxième raison majeure est le système bien structuré de formation duale dont dispose la Suisse. Grâce à l'apprentissage, les personnes issues de milieux à faible niveau d'instruction ont également la possibilité de suivre une formation de haute qualité. L'accès direct au marché du travail est ainsi mieux garanti que dans les pays ne connaissant pas le système de l'apprentissage. À

III. 1. Modification des salaires réels dans le monde, par percentile de 5 % (1998–2008)



L'axe vertical montre à gauche le salaire médian des 5 % les plus pauvres du monde et tout à droite celui des personnes touchant les revenus les plus élevés. Nous considérons ici la moyenne dans chaque percentile de 5 %. À l'intérieur de ce groupe, il se peut donc que les salaires individuels aient évolué de manière différenciée.

III. 2. Modification du salaire réel disponible par décile en Suisse (2008–2013)



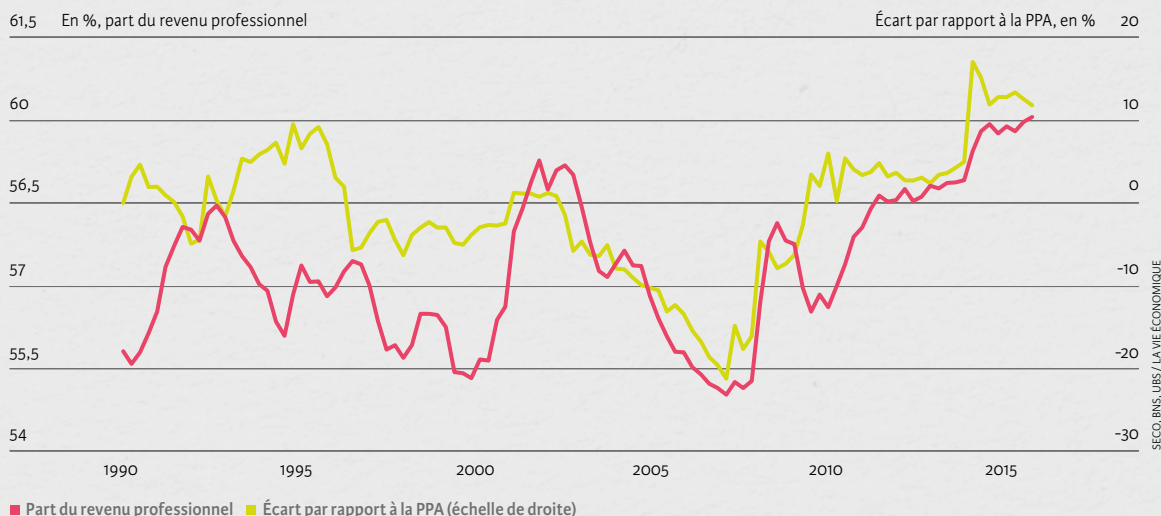
notre avis, cela a aussi compté dans l'évolution relativement égalitaire des revenus enregistrée en Suisse au cours des dernières années.

Expliquer les avantages, atténuer les inconvénients

Dans les pays occidentaux, une grande partie de la classe moyenne est mécontente de son décrochage vis-à-vis de ceux qui occupent le sommet de l'échelle sociale et de ceux qui se classent en dessous d'elle. Sa grogne menace aujourd'hui d'amener au pouvoir des politiciens qui tiennent un discours populiste. Ces derniers veulent

² UBS (2016).

III. 3. Part du revenu professionnel dans le PIB suisse et écart du taux de change euro-franc par rapport à la parité de pouvoir d'achat euro-franc



remonter le temps en dénonçant les accords commerciaux multilatéraux et en dressant des barrières protectionnistes, afin de répondre à l'électorat auquel ils s'adressent.

Les forces qui continuent de militer pour une communauté internationale axée sur le libre-échange et contre une politique nationaliste de repli et d'isolationnisme doivent dès lors convaincre les électeurs des avantages inhérents à une économie mondiale ouverte et fortement intégrée. Ils doivent savoir que, grâce à la mondialisation, des centaines de millions de personnes ont pu échapper à la pauvreté et accéder à la classe moyenne. Il convient également de souligner qu'en Europe, la poursuite de l'intégration économique est la manière la plus efficace de prévenir de nouveaux conflits armés.

Deuxièmement, la politique économique doit comporter un volet destiné à atténuer les dommages qui peuvent accompagner la mondialisation. Au centre du dispositif, on trouve la formation et le perfectionnement des travailleurs, que l'intensification de la concurrence internationale soumet à une pression croissante. De nombreux pays devraient s'aligner sur notre système de formation duale.

Finalement, les politiciens – tout particulièrement

en Europe – devraient se demander sous quelles conditions il est possible de ralentir la libre circulation des personnes – aujourd'hui quasiment illimitée – sans remettre en question les trois autres principes, à savoir la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux. On pourrait ainsi garantir au moins les éléments fondamentaux d'un marché intérieur efficace. De même, il convient d'examiner des concepts politiques tels que le modèle des cercles concentriques ou d'une Europe à plusieurs vitesses. Si les milieux politiques restent inactifs, l'Europe risque de se désintégrer face au ressentiment d'une classe moyenne toujours plus frustrée – ce qui, en fin de compte, ne serait certainement pas dans l'intérêt de la Suisse.



Daniel Kalt

Économiste en chef et directeur des investissements pour la Suisse, UBS Switzerland, Zurich

Bibliographie

Avenir Suisse, *Distribution*, avenir spécial, 2013.
McKinsey Global Institute, *Poorer than their parents? Flat or falling incomes in advanced economies*, 2016.

Pew Research Center, *A Global Middle Class Is More Promise than Reality*, 2015.
UBS, UBS Lohnumfrage, 2017.

Milanovic Branko, *Global Income Inequality by the Numbers: In History and Now – An Overview*, 2012.